FRC 203
Case
FRC
14229

RAPPORT

De ce qui s'est passé à Bordeaux pendant le séjour des Représentans du Peuple, BAUDOT & ISABEAU.

RÉDIGÉ PAR BAUDOT. (Extrait du journal de son voyage).

LA Convention nationale fatiguée depuis long-temps des mesures liberticides de la commission populaire de salut public de Bordeaux, lança le 6 Août un décret terrible contre les membres de cette coalition de révoltés, en même-temps qu'elle pourvut au besoin du peuple opprimé par les administrateurs et par la famine; [illegible] l'exécution de cette loi partagée entre une bienfaisance

THE NEWBERRY LIBRARY

généreuse et une juste sévérité, fut confiée aux représentans du peuple, alors en séance à Toulouse et à Montauban.

Aussitôt que le décret nous eût été remis, nous partîmes pour nous conformer au vœu de la Convention nationale, sans autre force que la raison, sans autres armes que les principes d'une constitution populaire qui venoit d'être si solemnellement consentie par la France entière.

Nous fîmes quelque séjour dans les villes de Toulouse, Castel-Sarazin, Agen, Toneins, Marmande, la Réolle et Langon(1). Partout nous fûmes environnés des bénédictions du peuple, parce que son bonheur fut par-tout l'objet de nos plus constantes sollicitudes. Jamais il ne s'effacera de notre mémoire; l'accueil sensible et touchant que nous reçûmes dans toutes les sociétés populaires que nous eûmes occasion de visiter

(1) Dans les districts de toutes ces villes, et même dans ceux de Catel-Jaloux, Bazas, Cadillac, Montauban et autres, &c. La loi relative aux secours à accorder aux parens indigens des volontaires, n'étoit pas exécutée, faute de fonds nécessaires: par tout nous avons fait prendre sur les revenus des émigrés, pour remplir cette obligation sacrée. Il en a été de même pour les parens des marins.

sur notre passage; c'est là une de ces jouissances précieuses que la tyrannie ne sauroit nous ravir, et bien propre à nous dédommager de toutes les peines qui nous ont été suscitées par les ennemis du bien public.

Cependant des espions envoyés par les rébelles de Bordeaux, émissaires soudoyés des rois de l'europe, suivoient nos pas, empoisonnoient nos discours, nos actions, et calculoient les chances de leurs crimes sur l'état des bienfaits que nous étions chargés de répandre au nom de la République.

Des renseignemens pris de toute part et reçus avec cette confiance généreuse, qui, pleine du salut de la Patrie, s'attache moins à combiner la malveillance qu'elle ignore, qu'au désir ardent de voir la République heureuse par le règne uniforme des loix et la communication générale des vertus, ces renseignemens, disons nous, trompèrent notre attente et tournèrent au profit des ennemis de la chose publique.

On nous annonçoit que le Club National de Bordeaux (1) avoit repris ses séances, que

(1) Ce club vraiment républicain a été fermé par les intrigues du Girondisme; bientôt il resuscitera avec sa gloire entiere et le mérite de la persécution.

le peuple sentoit sa dignité, détestoit l'oppression et se préparoit à écraser ses oppresseurs. Le peuple avoit bien cette volonté, mais il n'avoit pas encore eu la force de la faire connoître.

(2) Un inconnu que nous avions accueilli pendant la route, parce qu'il nous parloit avec l'aménité d'un homme de bien, nous devança de quelques instant à Bordeaux et nous peignit à la Société de la Liberté et de l'Egalité, société dépositaire de tous les complots anti-civiques, comme les ministres d'une faction sanguinaire, avide du sang de toute la Cité et prêts à employer tous les moyens pour le répandre.

C'est dans ces circonstances que nous arrivâmes à Bordeaux, le 19 Août au soir.

La municipalité prévenue par des rapports mensongers, nous fit circonvenir de quelques mouchards. Assurée de nos démarches, nous tombâmes facilement dans ses pièges ; à peine eûmes-nous paru aux allées *de Tourny*, pour respirer l'air pur et frais de la soirée, que nous fûmes assaillis par plus de huit cents jeunes gens richement et élégament vêtus, dans cette forme

(1) Son nom est Baptiste.

connu à Paris sous le nom *d'habits quarrés*, tous armés de poignards et de cannes à lance. Leurs premières expressions furent celles du meurtre et de l'assassinat, ils ne disputoient que sur l'honneur ou plutot le courage de nous porter les premiers coups. Un jeune prêtre à la tête de ce cortège Autrichien, disposoit à son gré du crime et des bras de ses satellites et comme s'il eût craint que deux citoyens qui n'avoient pour toute défence que l'harmonique énergie de leur âme et l'identité de leurs principes, fussent encore un rempart trop fort contre son entreprise, il donna le signal de nous séparer, sachant bien que cette séparation affecteroit douloureusement notre sensibilité, mais ignorant toutefois que nous étions isolément assez forts pour braver les assassins et leur fer homicide.

Nous arrivâmes sur la place de la Comédie au milieu de cris féroces et de délibérations meurtrières. Le coup alloit être frappé, le jeune prêtre parloit déjà d'holocauste, lorsque la foule d'assistans qui sortoient du spectacle, empêcha le crime de se consommer. Nous fûmes jetés séparément dans une voiture et conduits à la municipalité.

La salle des séances, l'auditoire, les

avenues, les corridors et jusqu'au toît, tout étoit rempli d'une foule d'hommes couverts de toutes les faveurs de la fortune, sans qu'il nous fut possible de découvrir un seul citoyen dont la mise simple et modeste eût été pour nous un garant provisoire de ses vertus.

Les courtisans des rois de la Gironde, car là, tout annonçoit le faste et le langage impérieux de la royauté, voulurent nous faire comparoître à la barre. Les représentans du peuple Français, dîmes-nous, savent mourir pour la Patrie, mais non pas compromet re la dignité dont elle les à revêtus et sans attendre aucune réponse, nous allâmes prendre place sur la chaise curule. Cette démarche fière parut en imposer un instant et donner la mesure de notre caractère, mais la garde prétorienne étant arrivée pour faire le blocus de la maison commune, les complices de la faction redoublèrent d'audace et nous *interpellerent* de faire connoître nos principes et notre mission.

» Nul citoyen, dit l'un de nous, n'a le » droit d'interpeller un représentant du peu- » ple, mais en méprisant les expressions » inconvenantes des ennemis de la Répu- » blique, nous communiquerons aux bons

» citoyens nos intentions et nos démarches
» avec l'accent de la fraternité et de l'amitié....
» ..... à ces mots un murmure général couvrit notre voix. Le mouvement improbatif donné à des expressions si chères à l'humanité entière, expressions qui auroient peut-être été entendues tranquillement à Berlin et à Londres, ce mouvement excita notre surprise à ce point, que nous fûmes forcés de dire qu'il nous présageoit la ligne de démarcation entre la République et la royauté, présage, qui bientôt ne fut plus prophétique.

Cependant, le silence se rétablit et nous continuons avec une sécurité républicaine, que rien n'a démenti; « l'objet de notre
» mission, Citoyens, disons-nous, est du
» pain, la paix et l'exécution de la loi.
» Nos fonctions se partagent entre le plai-
» sir de répandre des consolations dans le
» sein de l'homme de bien, et l'obligation
» de sévir contre les ennemis de la patrie.
» Ah! si tous les hommes vouloient connoître
» le prix de leurs devoirs, qu'il seroit agréa-
» ble pour nous de ne contempler que le
» tableau consolant des vertus républicai-
» nes; mais l'égoïsme et l'ambition, vers
» rongeurs de la patrie, veulent élever un
» trône à la royauté, il faut en abattre les

» supports..... Nous sommes républicains ,
» nos principes ne sauroient être douteux ,
» la République a pris naissance dans nos
» bras , nous avons tout fait pour elle.....
» la royauté est tombée sous nos coups ,
» et nous avons voté la mort du tyran..... ».
Oh honte de la coalition Bordelaise ! Un rugissement aussi affreux que général nous fit penser un instant que nous étions au milieu du congrès des rois de l'Europe. Jamais fureur liberticide ne fut portée à tel excés (1), et cela dans le sein d'une commune qui lève l'étendard de la révolte au nom de la *République une et indivisible.*

Lorsque cette scène affreuse fut terminée, un émissaire de la faction rébelle prétendit que la question principale n'avoit pas encore été abordée, et il demanda si les représentans du peuple étoient chargés de l'exécution du décret contre la commission populaire. --- Oui , nous le sommes..... ». La fureur générale ne nous permit

(1) Un officier municipal à qui j'observois que je ne m'attendois pas à un royalisme aussi prononcé , me répondit froidement , ni moi non plus ; mais que voulez-vous ? pour nous opposer à l'anarchie , nous avons été obligé de nous réunir aux aristocrates et ils nous dominent. (*Note du rédacteur*).

mit pas une plus longue explication. Un moment de silence, obtenu par les moyens combinés de se venger, nous permit d'ajouter que, « la convention pouvoit user » d'indulgence, mais que nous..... ». Les mêmes cris convulsifs agitèrent l'assemblée et il nous fut impossible d'achever. Le mot *indulgence*, sur-tout, choquoit beaucoup les oreilles des soutiens de la faction ; ils vouloient le faire remplacer par celui de *justice*, mais ils ne l'obtinrent pas.

Les commissaires des sections nous firent lecture de pouvoirs Anglo-Prussiens, où la royauté, le fédéralisme et l'oligarchie se disputoient tour-à-tour l'honneur de la suprématie dans la cité de Bordeaux : un article portoit que les représentans du peuple auroient *la garde d'honneur accoutumée.* Cette épigramme fut vivement applaudie, et malgré notre refus constant, il fut déclaré que des estafiers payés à cent sous par jour, déshonorant l'habit national, s'empareroient de notre domicile, forcèrent les patriotes à s'en éloigner, et n'accorderoient l'entrée qu'aux généraux, aux officiers du Prétoire et à toute la cohue de l'aristocratie.

Une cavalerie nationale composée d'hom-

mes riches, pervers, corrompus, ennemis de la République (1) et de ses lois, insultant au peuple et à sa misère, professant ouvertement le royalisme, fut ajoutée à la première compagnie, dite de grenadiers, pour faire de concert dans l'enceinte de notre domicile un cours d'immoralité et d'esclavage royal (2).

L'accueil unanime fait à tant d'imprécations criminelles, engagea un houbereau du district de la Réolle à nous dénoncer, pour avoir destitué les juges et les administrateurs de cette ville, comme adhérans de la commission populaire de Bordeaux. Le fait étoit vrai, et pour faire terminer une séance impie et sacrilège et faire connoître définitivement ce que l'on devoit attendre de nous. Voici nos dernières expressions : « Citoyens, nous n'avons jamais fait de pas » rétrogrades dans la révolution, nous n'en » ferons jamais; c'est là notre dernier mot, » notre denière explication. ». On insista, tout fut inutile.

---

(1) Chaque cavalier a reçu ordre du *Corps*, de s'assembler le 25 de ce mois, jour de S. Louis, sans doute pour en célébrer la fête.

(2) Dans le nombre de ceux qui ont le plus de talent pour cette affreuse instruction, l'ancien procureurtgénéral du parlement, appellé Dudon, mérite d'être distingué.

Enfin, après 6 heures de motions outrageantes, d'incidens capitaux et insultans, de menaces criminelles, de projets homicides, la séance fut levée ; mais les victimes n'étoient pas immolées ; Pitt vouloit notre tête, ses agens l'attendoient. Cependant le maire et les officiers municipaux eurent le bon esprit de sentir que le peuple se vengeroit sur eux de l'attentat commis sur la représentation nationale ; cette considération et le besoin d'éviter une grande rupture nous sauva la vie.

On nous fit entrer dans une salle du conseil, où une foule de *petits messieurs* et de courtisannes vinrent nous voir par curiosité. La municipalité nous disoit assez tranquillement que le peuple, c'est-à-dire, les riches négocians et leurs commis ; car pour le peuple ouvrier et indigent nous n'en avons pas vu un échantillon, et depuis il nous a donné des preuves de son attachement, la municipalité nous disoit donc tranquillement que les habitans de la Bourse, les nobles et les prêtres, qui faisoient cause commune, vouloient nous égorger ; mais qu'il étoit de son devoir de nous soustraire à leurs mains criminelles ; qu'elle ne souffriroit pas un meurtre aux portes de

l'hôtel commun ; que pour l'éviter avec certitude, il falloit nous déterminer à prendre quelque nourriture, et à coucher dans la salle de permanence. Nous rejettâmes loin de nous cette proposition, qui, sous un déguisement honnête, tendoit à nous mettre dans les fers ; nous déclarâmes qu'au péril de notre vie, nous voulions retourner dans notre domicile, et que tout autre demeure seroit pour nous une prison, de quel nom qu'on pût la décorer.

Les familliers de la Bourse, les agens du cabinet de Saint-James, les honnêtes habitués du parlement, tous misérables satellites de la commission populaire, persistoient à ne point désemparer l'enceinte de l'hôtel commun, sans être certains que leur proie n'échapperoit point à leurs mains dévorantes. Les officiers municipaux qui en étoient instruits, offrirent de faire retirer la garde que nous avions refusé à la séance, et qui nous avoit été accordée malgré nous, en leur donnant toutefois une réquisition qui les mit à couvert de toute responsabilité. Cette contenance n'étoit qu'une perfidie pour livrer la représentation nationale entre les mains des assassins de l'allée Tourny, sans compromettre la municipalité. Nous

primes le parti de laisser à la providence son cours naturel, en insistant pour retourner à notre domicile.

Dès que notre résoluion fut connue, un bataillon tout entier s'empara de l'hôtel où nous avions pris notre logement. Pendant ce temps là, les officiers municipaux nous faisoient descendre dans un sousterrain. Le trajet torteux d'un escalier humide, fit naturellement naître en nous la comparaison des basses-fosses de la Bastille, et l'accompagnement de 20 officiers-généraux de la garde prétorienne, n'étoit pas fait pour dissiper cette idée, du reste peu lugubre pour des hommes qui, accoutumés aux révolutions, en ont calculé toutes les chances. Notre présage n'étoit qu'un songe; un repas frugal, des vins délicieux servis en abondance, quelques femmes qui sortoient des festins de Caprée, le front rougissant des maris, l'hypocrisie des uns, l'ingénuité des autres, tout fixoit nos observations. Notre contenance aisée surprenoit grandement des hommes habitués à mesurer le caractère d'un républicain sur le niveau de leurs foibsesses ou de leurs ridicules.

Enfin, les fatigues du voyage et le besoin du sommeil mirent d'accord nos geo-

liers et nous, et malgré leur invitation pressante de ne point compromettre notre sûreté en sortant, nous partîmes pour nous rendre au domicile de notre choix.

Pendant notre absence, 9 officiers-généraux et une compagnie de grenadiers avoient mis courageusement en état d'arrestation Perrein d'Herval, notre secrétaire, qui n'avoit d'autre défense qu'un traité sur le droit d'hospitalité qu'il lisoit avec plus de tranquillité que de succès.

Un jeune homme de seize ans, attaché à l'un de nous, plus par l'amitié que par des services que les sentimens fraternels d'une République ne doivent pas reconnoître, éprouva toute sorte de mauvais traitemens, par la seule raison que son ame généreuse et sensible lui faisoit témoigner quelques inquiétudes sur notre sort.

Rendus à notre domicile, nous étions dévorés du besoin d'épancher nos cœurs, de parler de l'émotion qu'une réception aussi inattendue nous avoit fait éprouver, et sur-tout de nous entretenir de notre amitié et de nos principes; les cruels avoient placé des sentinelles au chevet de notre lit et jusques sous le rideau de notre garde-robe. Nous ordonnâmes à ces satellites

insoleus de se retirer dans les antichambres, et nous devons cette justice au commandant de poste que nos ordres furent exécutés.

Après un moment de conférence, nous cherchâmes dans le repos de nouvelles forces pour nous mettre à l'abri de l'insulte et de la surprise.

Le lendemain nous reçûmes la visite du colonel Motton, qui commandoit l'escadre de la République lorsqu'elle s'empara d'Ostende ; ce citoyen se plaignoit à nous de son inactivité, et nous donnoit des renseignemens utiles sur la marine ; cela seul le rendit suspect, et il ne lui fut plus permit de rentrer. Un brave volontaire, blessé dangereusement au service de la patrie, vint également nous témoigner son affection ; nous l'avions consolé dans son malheur, il crut que la reconnoissance lui dictoit les mêmes sentimens. Il fut noté comme lecolonel Motton.

Beaucoup de bons patriotes, entraînés par l'ascendant du bien public, venoient pour conférer avec nous; mais ils furent constamment repoussés par la force des bayonnettes. Lesprécautions étoientprises à ce point, qu'un cuisinier ne pouvoit pas nous présenter la carte de notre service domestique, sans

qu'un général prétorien ne s'immiscât dans la conversation.

L'ordre de la veille ne fut plus exécuté. Les grenadiers remplissoisnt nos salles ; le jardin qui nous servoit de promenade, toutes les issues de notre chambre, celle de la cave même et jusques aux lieux d'aisance. Un registre ouvert constatoit à la porte, le nom de ceux qui désiroient nous voir. Des expressions affables nous annonçoient la visite des mauvais citoyens, la brutalité et les menaces forçoient les patriotes à se retirer.

Cette garde prétorienne étoit composée de la cavalerie et des grenadiers de Bordeaux. Un trait seul fera connoître leurs principes. Pour se féliciter ensemble de la capture de deux représentans du peuple, connus par leurs sentimens républicains, ils préparèrent une orgie dans la salle voisine de notre appartement, et dans le nombre des toasts qu'ils portèrent à la santé *de la République une et indivisible*, nous entendîmes à plusieurs reprises la santé de la ville de Lyon (qui avoit arboré l'étendard de la révolte contre la convention nationale) ; celle de Marseille (qui égorgeoit les patriotes) ; celle de Toulon (qui couronnoit la vierge dans les rues et délibéroit entre

les

les mains de quel roi de l'Europe elle remettroit son port, son arsenal et ses habitans.

Il est sorti une foule de bataillons des murs de Bordeaux et du département de la Gironde, tous ont montré le plus grand courage, la meilleure discipline et un caractère républicain, bien différent des principes qui leur ont été suggérés par les administrateurs, principes qu'ils ont rejeté avec horreur. La garde nationale de Bordeaux partage sans doute aussi les mêmes sentimens, et la note d'infamie dont nous marquons le front des ennemis de la patrie, ne porte que sur la cavalerie nationale et les grenadiers qui ont été de service dans l'enceinte de notre domicile.

Cependant le bruit s'étoit répandu dans la Ville, que notre mission toute, bienfaisante pour le peuple indigent, étoit empêchée par les intrigues de l'opulence, que dégoûtée par les entraves qui enchaînoient notre volonté, nous nous disposions à partir. On savoit que nous devions prendre des mesures les plus promptes et les plus certaines pour l'approvisionnement des subsistances. Notre arrestation faisoit déjà fermenter les esprits ; les agens de la commission pu-

laire, craignant les réflexions que cet événement pouvoit amener, se répandirent dans les sections, et annonçant le but réel de nos travaux, ils les invitèrent à nous envoyer des commissaires pour nous déterminer à fixer notre résidence pendant quelques jours dans le sein de leur ville.

Nous passâmes la soirée entière à recevoir ces différentes députations, toutes formées sur le même style, les intentions perverses des ennemis de la patrie étoient cachées sous les apparences de la plus sincère fraternité : il faut dire cependant que la majeure partie des citoyens députés auprès de nous étoient les ministres innocens d'une faction criminelle. Conduits par l'amour du bien public, le désir ardent de le produire les aveugloient sur les moyens perfides qu'on leur faisoient employer.

Dans cette alternative d'hypocrisie et de discours pharisaïques, nous distinguâmes avec un vrai plaisir la section Franklin, si renommée par son patriotisme ardent et son attachement aux vrais principes de la République.

La société *des amis de la liberté & de l'égalité*, domaine de l'opinion de Gensonné, nous invita trois fois à la visiter, nous lui

répondîmes constamment, avec ce regard ferme, qui annonce aux traîtres ce qu'ils doivent attendre des amis de la patrie (1).

Nous eûmes aussi une communication avec le comité des subsistances, qui nous remit une longue liste d'accapareurs de vin, chargés en même temps de commission pour approvisionner en grains toute la cité de Bordeaux. Ce comité lui-même est composé de citoyens vampires du peuple, ses agens sont au moins des sangsues. Quelle confiance des hommes reconnus pour calculateurs sur la misère publique, peuvent-ils obtenir dans les communes et départemens voisins? Tant que les intérêts les plus chers du peuple, seront entre les mains de ses ennemis, que faudra-t-il espérer pour son salut? Bons citoyens, honnêtes artisans, ouvriers laborieux, confiez à vos freres, à vos amis, la mission honorable de pourvoir à vos besoins, et par-

(1) Il suffit de dire, pour faire connoître cette société, que le jour que Lavaugayon fut mis hors la loi, elle le nomma son président.

Cette société est désignée quelquefois sous le nom de Récolets parce qu'elle y a longtemps tenue ses séances, elle s'est transportée depuis au Musée.

tout vous trouverez un accueil bienfaisant, une abondance encourageante.

Quant à nous, nos soins et nos veilles seront employés sans réserve pour approvisionner la ville de Bordeaux; mais que le peuple ouvre enfin les yeux sur les causes de sa misère, et nomme des commissaires patriotes pour être dépositaires de sa fortune et de ses besoins; autrement nos efforts seroient sans succès.

A minuit, les commissaires de presque toutes les sections, et le conseil général de la commune vinrent en masse nous engager, au nom des citoyens qu'ils trompoient, à retarder notre départ. Leurs sollicitations, dictées par l'hypocrisie, furent inutiles, notre résolution étoit prise, elle avoit des motifs pressans pour le salut du peuple, et tout fut préparé pour l'exécuter.

Quel étoit le dessein des agens de la faction qui vouloient nous retenir dans les murs de Bordeaux? Celui d'accabler le peuple de misère et de calamités, de nous en rendre les témoins et de nous ôter la faculté d'y remédier.

Le décret nous commandoit de prendre des instructions, elles étoient en nos mains,

il falloit en faire usage, et engager, par notre présence, tous les citoyens des départemens voisins à faire circuler leurs grains à Bordeaux.

Enfin, après mille et mille instances, nous partîmes à deux heures après minuit, accompagnés de la municipalité, d'une garde nombreuse et d'une escorte de cavalerie *royalisée*. Notre voiture suivoit par derrière ; des gens riches, des hommes vendus aux ennemis de la France, trop lâches pour nous attaquer, hachèrent à coup de sabres le bonnet de la liberté peint sur les panneaux de notre voiture ; coupèrent les courroies du balancement et les enveloppes des soupentes ; mais ils furent prévenus par de braves sans-culottes, qui les forcèrent à prendre la fuite. La voiture nous fut ramenée, et nous a conduit à la Réolle où nous avons fixé provisoirement notre séjour.

Les dispensateurs des guinées d'Angleterre, défenseurs de la commission populaire, ont offert vingt-cinq louis en or à chacun des postillons, qui nous conduisoient, pour faire renverser notre voiture au bas du pont de la May. Les chevaux avoient été payé au maître de poste à un prix exhorbitant. Nos conducteurs, citoyens

indigens, ont refusé l'or du riche, et notre vie a été préservée par leurs vertus.

Le peuple ouvrier de la ville et des faubourgs nous a témoigné ses vœux et son attachement; les bayonnettes des riches ont enchaînés son activité, nous ne lui devons pas moins de reconoissance pour ses bons sentimens.

Que de réflexions pourroient nous suggérer ce voyage malencontreux. Nous nous arrêterons à quelques-unes incontestables pour tout homme qui veut observer.

La majorité des citoyens de Bordeaux est disposée à vivre avec les lois de la République. L'expression de la volonté générale ne sauroit long-temps y être méconnue. Le peuple veut la paix et du pain, il commence à s'appercevoir que la commission populaire vouloit la guerre civile et la famine.

La commissiou populaire est une secte qui a voulu prêcher un évangile différent de celui de la République, afin de se former un petit empire. Cette secte a quelques prosélytes de bonne-foi, des agens gagés et des royalistes déclarés, qui s'attachent à tous les partis dissidens de l'unité. Les amis du roi dominent les fédéralistes;

ceux-ci trompent et compriment le peuple qui finira par les mettre d'accord, en les expulsant tous comme des coquins surpris à se disputer les moyens de tramer, avec plus de sécurité, la perte de la patrie.

Nous avons rédigé le journal de notre voyage chacun séparément ; n'ayant pas le temps de le fondre en un seul rapport, nous croyons devoir le faire imprimer tel qu'il est ; mais nous attestons que tous les faits contenus dans les deux journaux, sont de la plus exacte vérité, en foi de quoi nous avons signé l'un et l'autre. A la Réolle le 22 Août 1792, l'an 2e de la République une et indivisible

M. A. BAUDOT, C. ALEX. YSABEAU.